

Les obsessions corses du " président " Talamoni

Elu à la tête de l'Assemblée territoriale en 2015, candidat à sa succession en décembre, l'indépendantiste Jean-Guy Talamoni fait tout pour apparaître comme le véritable patron de l'île. Et n'hésite pas à faire référence à la Catalogne

La collection " Blanche " de Gallimard... Le 1er février 2018, Jean-Guy Talamoni publiera *Un peu de temps à l'état pur* chez le plus prestigieux éditeur parisien. Il s'agit d'une simple correspondance, lettres et mails échangés ces dernières années par le président nationaliste de l'Assemblée de Corse avec son amie Marie Ferranti, une auteure Gallimard qui habite Saint-Florent (Haute-Corse). Un échange épistolaire, de son vivant, dans la collection qui a accueilli Proust et Malraux ! Après sa marionnette aux " Guignols " de Canal+, début 2016, l'impétrant, qui brigue les 3 et 10 décembre un deuxième mandat à la tête du " perchoir " -régional, met un nouveau pied dans le patrimoine... français.

C'est tout le paradoxe de ce " Puigdemont corse ", si l'on peut comparer le président catalan déchu, connu pour sa non-violence, et cet indépendantiste, avocat de formation, qui n'a jamais condamné la " lutte " armée. A 57 ans, l'homme qui rêve de poursuivre sa mission lors d'un second mandat est à la fois le plus corse des élus et sans doute le plus " vieille France " des nationalistes – " *peut-être même des hommes politiques de l'île* ", s'amuse un élu de droite de l'Assemblée territoriale. Avec ses costumes austères, ses cravates sombres et ses livres sous le bras, tel un curé échappé d'un roman de Bernanos, Jean-Guy Talamoni n'est pas du style à s'enivrer d'aquavita, l'eau-de-vie locale, à la Santa di u Niolu, la foire la plus arrosée de l'île, ou à danser jusqu'au bout de la nuit à la fête donnée, fin septembre, par France 3 Corse ViaStella pour ses 10 ans, comme l'autonomiste Gilles Simeoni.

Leur victoire commune, aux élections territoriales de décembre 2015, a constitué un événement historique : pour la première fois, les nationalistes tenaient les rênes de presque tous les pouvoirs de l'île. Simeoni, le président de l'exécutif (le " gouvernement " local), avait bruyamment fêté ce succès à Ajaccio à la très branchée Brasserie du Diamant, tenue par ses amis de fac. Au même moment, des journalistes avaient surpris un Talamoni -solitaire sur la route de son hôtel, une serviette de cuir noir à la main. " *Quelques -dossiers à potasser* ", s'était-il excusé avant de poursuivre son chemin de croix.

Les 3 et 10 décembre prochains, les Corses retourneront aux urnes pour un scrutin décisif : il verra la prochaine majorité diriger la " *collectivité unique* ", une institution -inédiée en France, mastodonte né de la fusion de la " super-région " avec les deux départements de l'île, régnant sur environ 5 000 fonctionnaires et assimilés. Cette fois, les deux hommes feront liste commune dès le premier tour : une aubaine pour Talamoni, dont les voix indépendantistes pesaient nettement moins lourd (7,7 %) au premier tour des élections de 2015 que celles du " numéro un " autonomiste, Gilles Simeoni (17,6 %). Un handicap que Talamoni s'est soigneusement employé à combler, deux ans durant, par une effervescence médiatique. " *C'est de cette manière qu'il s'est affirmé dans l'opinion -nationale comme le véritable patron de la Corse* ", analyse Jean-Martin Mondoloni, chef de file de la droite " régionaliste " aux prochaines élections et élu d'opposition dans l'actuelle mandature. Mais aussi par une série d'actes emblématiques, qui témoignent, croit deviner un membre de la préfectorale, d'une obsession politique : " *Ecrire le roman national de la Corse.* "

Ce type de récit réclame la mobilisation du verbe, et des symboles. Talamoni manie les deux, pour le grand plaisir des médias na-tionaux, qui tiennent désormais leur " bon client " corse. Jean-Guy Talamoni est à peine installé dans ses nouvelles fonctions, le 17 janvier 2016, que Franceinfo le reçoit pour l'interroger sur l'usage, à parité, du français et du corse dans le domaine administratif – la " co-officialité ", revendication phare des nationalistes. Le journaliste Jean-François Achilli lui fait remarquer au cours des échanges qu'il dit " la France " lorsqu'il désigne -Paris. " *Oui, répond Talamoni, je dis : la France, qui est un pays ami.* " " *Oh là là !* ", s'écrient dans le studio les collègues d'Achilli, Fabienne -Sintes et Guy Birenbaum. " *Ecoutez, s'étonne sans lever la voix le nouveau président de -l'Assemblée de Corse, vous savez bien que je suis indépendantiste, personne n'est surpris que je tienne de tels propos.* "

L'indépendance, cet horizon, il y croit assez fermement pour être certain de voir l'île l'embrasser " *avant - sa - mort* ". Il a traversé les " *années de plomb* ", cette décennie 1990 où deux FLNC, l'" historique " (celui de sa famille bastiaise) et l'" habituel " (plutôt autour d'Ajaccio), se livraient à une vendetta sanglante. Lui aussi a connu ce rituel des militants les plus exposés : journées sous la protection de gros malabars en treillis, chaque nuit passée sous un toit différent. En 2001, il a même réchappé d'une tentative d'assassinat au colis piégé et obtenu un port d'armes légal pendant quelques mois, mais il n'a jamais tourné le dos à ses combats ni à sa formation politique, chez les " durs " d'A Cuncolta, puis Corsica Nazione.

Il continue de composer des chansons – en corse et en anglais, une passion de jeunesse. Il est aussi le seul nationaliste à coucher ses idées dans des livres (Avanzà ! La Corse que nous voulons, Flammarion, 2016), ou à publier de savantes études sur les dictons locaux (Dictionnaire commenté des proverbes corses, DCL, 2006), son péché mignon. " *Nous partageons la même passion pour les lettres, surtout françaises, dont il est fin connaisseur, et il est d'une courtoisie presque surannée,* dit encore Jean-Martin Mondoloni. *Mais fondamentalement, il n'a jamais cessé d'être un militant, parfois très doctrinaire.* " Et un homme profondément attaché aux symboles, dont il connaît la force dans une île où l'histoire fait sens.

" *C'est important, les symboles* "

A l'Assemblée de Corse, Talamoni opère, aussitôt élu, de discrets changements. Dans l'ancien palace ajaccien d'allure si coloniale, cerné de palmiers et de jardins fleuris d'essences rares, le " Bastiais " du cap Corse s'attaque au logo officiel de la collectivité territoriale. " *C'est important, les symboles* ", confie-t-il autour d'une nappe amidonnée du Grand Café Napoléon, ce fief des notables ajacciens qu'il fréquentait rarement. L'indépendantiste commence donc par remplacer la banale tête de Maure stylisée des communiqués officiels de l'Assemblée territoriale par les armoiries de la Corse, un blason que veillent deux tritons armés de massues. Manque maintenant une figure nouvelle moins guerrière que les habituels héros de la geste corse, dont l'incessante récupération pour les besoins d'une cause ou d'une autre a fini par lasser. Le condottiere Sampiero ? Au XVI^e siècle, il a servi sous dix drapeaux, étranglé sa femme, a été déclaré coupable de trahison, et ses descendants ont donné à la France une lignée de maréchaux. Mauvais genre, dans la Corse de 2017. Napoléon ? " *Trop français* " et artisan d'une implacable répression dans l'île, jugeaient jusqu'il y a peu les nationalistes corses avant de se lancer dans une – timide – tentative de réappropriation. Pascal Paoli, homme des Lumières et éphémère chef de la nation corse indépendante entre 1755 et 1769 ? Franchement usé jusqu'à la corde. Soucieux d'échapper au militantisme qui a dévoré sa vie, l'avocat bastiais a passé depuis quinze ans beaucoup de temps à étudier l'histoire et la littérature, deux passions qui lui ont valu le titre de " docteur de l'université de Corse " pour sa thèse consacrée à " *la littérature et la construction nationale* ". Il sort de l'oubli une certaine Maria Gentile. En 1769, cette toute jeune femme avait bravé l'interdiction de donner une sépulture à son fiancé pendu à la suite d'un complot contre les soldats français en pleine conquête militaire de la Corse. " *Elle s'est comportée comme Antigone sans jamais l'avoir lue, s'enthousiasme Talamoni, mais c'est aussi une figure de la femme libre, elle s'est remariée.* "

Il y met tant d'ardeur que ce morceau oublié de la culture insulaire reçoit les honneurs de l'émission à succès " Au cœur de l'histoire ", sur Europe 1, animée par Franck Ferrand. Marie Ferranti, Grand Prix du roman de l'Académie française en 2002, en compose un drame en cinq tableaux (*La Passion de Maria Gentile*, publié début 2017 chez Gallimard). Talamoni, lui, rêve du buste de cette " héroïne corse " pour le hall d'honneur de l'hôtel de la région. Il le commande à son ami Gabriel Diana, un artiste local " *qui travaille sur la femme, souvent dans un autre registre* " – derrière les mots policés de Talamoni, comprendre : des femmes nues et une œuvre érotique. Exécutée gratuitement, la sculpture de Maria Gentile – sa Marianne – trône depuis le mois de mars à l'Assemblée.

Elu depuis 1992, l'ancien benjamin de l'Assemblée de Corse s'est toujours fait remarquer pour son assiduité et sa connaissance des dossiers. Il dirige les sessions d'une main de fer, imposant sa marque personnelle. Chaque début de séance, il dresse des topos politiques dans lesquels il commente – en corse – l'actualité nationale, voire européenne. Un peu de Macron, un peu de Puigdemont, un peu de préfet, qui l'agace tant... Il a également toiletté le règlement intérieur de l'Assemblée territoriale, imposant une règle de " *dix minutes* " par groupe, orateur et thème. " *Il faut dire qu'on n'en pouvait plus de Michel Stefani* ", sourit son ami Henri Palazzo, un ancien du FLNC, en évoquant les longs topos du permanent de la fédération communiste de Haute-Corse dans l'hémicycle. Désormais, dès qu'un élu oublie la consigne, Talamoni tapote son micro, comme au Palais-Bourbon. " *Il est resté vingt-trois ans dans l'opposition, il se venge* ", s'amuse un Ajaccien.

Faux pas politiques

Une dizaine de sessions par an, ça laisse du temps. Devenu un élu de premier plan, le " numéro deux " de la Corse use très vite des multiples usages politiques que permet le protocole. L'indépendantiste Talamoni -conçoit sans peine d'assister à une remise de décoration, mais " *estime qu'un nationaliste n'a pas à en recevoir* ". Lors des inaugurations, il se " *débrouille pour laisser les ciseaux à quelqu'un d'autre* " au moment de couper un cordon tricolore. Il ne chante pas *La Marseillaise* mais se lève " *par respect* " durant l'hymne national : " *J'en ai eu deux dans la même soirée pour la libération de la Corse en août !* "

Parfois, aussi, il sèche. Il boycotte les petits fours du préfet lors de la traditionnelle cérémonie des vœux, où se pressent les notables de l'île. Le 6 février 2016, 18^e anniversaire de l'assassinat du préfet Claude Erignac (tué en pleine rue par un commando nationaliste), premier à se dérouler sous le " règne " nationaliste, il grille la politesse au " numéro un ", Simeoni, et explique qu'il sera absent. -Simeoni passe la nuit à consulter ses amis avant de finalement se joindre à l'hommage. Dans un communiqué, Talamoni affirme attendre, pour assister un jour à une telle cérémonie, qu' " *un hommage soit rendu à l'ensemble des victimes de ces quarante dernières années, dans le cadre d'une réconciliation symbolique entre tous ceux qui ont eu à souffrir du conflit* ". Un discours typique de militant indépendantiste, pour lequel les " *frères de lutte* " assassinés sont indirectement le fait de " *l'Etat français colonialiste* ".

Pas une manifestation spontanée en faveur des " *prisonniers politiques* ", pas un rassemblement en soutien aux supporters du club de football de Bastia " *victimes de la répression* ", en revanche, sans que l'élu se manifeste, même d'un simple Tweet (souvent en corse) ou d'un communiqué signé " *Ghjuvan'Guidu Talamoni* ". Enfant, person-ne ne l'a pourtant jamais appelé ainsi, même lorsqu'il montait l'été à Cateraggio, près de Corte, en Haute-Corse, au congrès de l'Action pour la renaissance de la Corse (l'ARC), seule organisation régionaliste de l'époque, avec ses parents, son père instituteur, sa mère libraire et papetière à Bastia, deux sympathisants autonomistes.

Le président de l'Assemblée aime aussi les visites officielles qui lui permettent d'incarner la fonction. Le 30 septembre 2016, il -déboule devant des élèves de première du lycée de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud) pour un exposé sur les institutions de l'île. Le déplacement a été préparé avec les responsables de l'établissement :

l'enseignement secondaire fait partie du domaine de compétence de la collectivité de Corse. Mais ses adversaires politiques voient rouge : intolérable " *séance de training et de propagande politiques !* ", s'étrangle ainsi la fédération communiste de la Corse-du-Sud.

Officiellement, Gilles Simeoni ne trouve rien à redire à cet activisme tous azimuts et garde son flegme habituel. " *Compromis naturel* ", " *respect mutuel* ", en deux ans, aucun de leurs commentaires publics n'aura échappé à une suave langue de bois. Tout juste si le patron du conseil exécutif – donc en charge d'appliquer la politique décidée par l'Assemblée de Corse – évoque en privé un niveau de responsabilité " *qui ne se situe pas au même plan* " et refuse donc poliment, à la veille des élections du 3 décembre prochain, un entretien à deux proposé par la presse locale. " *Il me paraît évident que la fonction de président de l'Assemblée de Corse ne saurait être réduite à inaugurer les chrysanthèmes. Je n'ai pas violé le statut, je le fais vivre*, argumente Talamoni, le "numéro deux". *Certains présidents de l'Assemblée avant moi se sont privés de la stratégie prévue par les textes. Il suffit de lire. Je l'ai fait.* "

En fin juriste, il prend soin de ne pas franchir la ligne jaune, ce qui ne le préserve pas toujours des faux pas politiques. En témoigne " l'affaire du questionnaire ", au printemps dernier. Le 19 mars, *Corse-Matin* révèle que deux enquêtes à destination des élèves du primaire et du secondaire ont été adressées, à la demande du " *présidente* " et avec la bénédiction du recteur, aux enseignants des établissements scolaires de l'île.

Officiellement, ce questionnaire sur la " *diversité* " vise à rendre compte des pratiques sociales et religieuses des élèves pour lutter contre l'exclusion. Mais les 70 questions élaborées sous la responsabilité de l'université de Corse par quelques formateurs de l'école supérieure du -professorat et de l'éducation (l'ESPE, ex-IUFM) laissent les Corses sidérés : " *Pendant le ra-madan, manges-tu dans la journée ?* ", " *Dans la vie de tous les jours, est-ce que tu portes une croix, une kippa, une médaille, un voile ?* "

L'anonymat des sondés, de règle en pareil cas, n'est pas respecté ; la méthodologie, douteuse ; la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) n'a pas donné son aval, pourtant obligatoire, ni même été saisie, comme la loi le prévoit. Pendant trois jours, Talamoni, les responsables de l'université et le recteur, qui avaient validé le principe de l'enquête, s'empêchent dans des déclarations contradictoires. Gilles Simeoni découvre ce pataquès dans la presse. Le projet est enterré. " *Talamoni a couvert l'université, qui était venue le trouver et à laquelle il avait fait confiance, mais elle a travaillé n'importe comment* ", justifie un proche de l'indépendantiste. " *Il a cru pouvoir agir comme un chef d'Etat souverain avec son CNRS de -poche, alors qu'il n'est que président de la collectivité la plus décentralisée du pays le plus centralisé d'Europe* ", accuse au contraire un haut fonctionnaire de l'île.

L'ombre de Charles Pieri

Aux cérémonies, aux blasons redorés, aux bustes et autres objets de décorum d'une nation miniature, ne manquait plus que la diplomatie. Là encore, Jean-Guy Talamoni n'a pas ménagé sa peine pour prendre la lumière. Ses déplacements sont si nombreux que son cabinet – pourtant organisé et très efficace – en a perdu le décompte exact. Les Baléares, Malte, la Sardaigne voisine, Moscou, et évidemment la Catalogne, dont les indépendantistes sont depuis longtemps les invités des fameuses Journées internationales de Corte, chaque mois d'août. " *Je connais Barcelone comme ma poche, on est là-bas chez nous* ", raconte Talamoni. Le 1er octobre, il vit en direct le référendum organisé par Puigdemont et la " *répression policière* " qui l'accompagne : " *Les Catalans sont très pacifiques*, relève-t-il. *Ils restaient les mains en l'air, je suis sûr qu'on n'aurait pas fait ça ici.* " L'avocat corse interroge : " *Comment peut-on trancher la question de la Catalogne par le droit ? Pour donner l'indépendance à l'Algérie, il a bien fallu bousculer la Constitution.* "

Point d'orgue de cette frénésie de voyages officiels, le saut de puce du 22 mars au Vatican, où le pape a été prévenu de sa présence. Le cardinal Mamberti, préfet du Tribunal suprême de la Signature apostolique – le - Conseil constitutionnel du Vatican – et fils d'un militaire de carrière de Vico, près de Cargèse (Corse-du-Sud), fait d'abord visiter ses appartements privés, près de Sainte-Marthe, au président de l'Assemblée de Corse – un catholique non pratiquant, mais qui confie avoir fait " *communion et confirmation* ". Celui-ci patiente sur l'esplanade avec sa femme, sa fille et une délégation de membres de son cabinet. Quand " *papa Francesco* " arrive à leur hauteur, l' élu lui -demande, en corse : " *Pouvez-vous prier pour notre île ?* " " *Je le ferai* ", répond le souverain pontife en italien, avant de poser sa main sur la tête de Talamoni pour le bénir. Depuis, la photo trône dans son bureau.

Au pape, Talamoni, cet homme si organisé, a aussi tendu une enveloppe. A l'intérieur, une lettre accompagnait une longue note établie par son cabinet : " *Le rappel des relations historiques entre la Corse et le Saint-Siège, un point détaillé sur la situation politique actuelle depuis notre accession aux responsabilités, en décembre 2015, les éléments de blocage avec Paris, la terre corse, la question linguistique, celle du statut de résident, et bien sûr celle de l'amnistie des prisonniers politiques et recherchés, mais également la reconnaissance du peuple corse censurée par le -Conseil constitutionnel* ", énumère-t-il. Tout cela se retrouve dans l'accord politique scellé par les deux formations de la liste nationaliste, qui prévoit, dans les trois ans, le passage à un statut d'autonomie de l'île (pouvoir législatif, administratif, réglementaire), puis sa mise en œuvre durant sept autres années. Une première étape, pour l'indépendantiste Talamoni, qui figure sur la liste en cinquième position derrière Gilles Simeoni, " *numéro un* " très populaire, qui, il y a quelques mois encore, ne voulait pas entendre parler d'union au premier tour.

Entre-temps, divers visiteurs du soir se sont manifestés. Condamné pour extorsion de fonds, puis détention d'armes illégale, libéré d'une énième peine de prison, Charles Pieri, un ancien responsable du FLNC des années

de plomb – il a été gravement blessé dans un attentat à la voiture piégée en 1996 à Bastia –, n'a, malgré ses 67 ans, jamais tout à fait disparu du paysage politique. Membre de Corsica libera, la formation de Jean-Guy Talamoni, le " Vieux " a participé, y compris à Ajaccio, aux réunions militantes qui ont reconduit l'union des indépendantistes et des autonomistes, les deux familles du nationalisme. " *Bien sûr qu'il a poussé, l'union est sa stratégie depuis toujours* ", confirme un de ses proches. On l'a ainsi vu cet été, lors des Journées de Corte, s'approcher pour saluer Gilles Simeoni. " Charles embrasse tout le monde ! ", balaie Talamoni. On l'a aperçu ensuite dans les couloirs de l'Assemblée, où sa présence, alors qu'il n'est pas élu, a fait tousser. Quelques jours avant l'annonce officielle de la fameuse liste commune, le sulfureux Pieri a aussi posté d'étonnants messages sur... son compte Facebook. " *La confiance se gagne quand les promesses se tiennent* ", ou : " *J'ai jamais été un océan, un calme plat. J'ai toujours été un orage, une vraie putain de tempête* ". Le lendemain, l'accord était signé. " *Charles reste un militant et a toujours été un bon stratège politique* ", commente Talamoni. Aux symboles que le président aime tant ne manquait que celui-ci : le souvenir du Ribellu et du " Front ".

Antoine Albertini (correspondant -à Bastia) et Ariane Chemin (à Ajaccio)